

# Préparation de l'atterrissage des grands accords commerciaux

Volume 7, numéro 1, février 2014

## Résumé analytique

D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, les responsables des négociations commerciales commencent à préparer le terrain pour la signature éventuelle d'ententes multilatérales de grande envergure.

La Commission européenne reconnaît l'importance des résistances au TTIP au sein des sociétés civiles et politiques européennes et veut s'assurer que l'accord n'aura pas le même sort que celui qu'a connu l'*Anti-Counterfeiting Trade Agreement* (ACTA) en 2012. Deux mesures prises par la Commission visent à apaiser les critiques : une consultation publique de trois mois sur le chapitre sur l'investissement et la formation d'un comité consultatif formé de spécialistes de différents horizons.

Aux États-Unis, le président n'a d'autre choix que de veiller au renouvellement du *Trade Promotion Authority* (TPA), échu depuis 2007, afin de s'assurer d'un processus d'adoption simple des ententes commerciales au Congrès. Sans ce renouvellement, il sera difficile de voir le TTIP et le TPP traverser le processus législatif du Congrès sans une opposition qui pourrait bien les paralyser. Le président s'allie ainsi aux Républicains, généralement favorables à la mesure, et doit convaincre une partie importante des Démocrates d'y donner leur appui. Les négociations sur la question vont bon train depuis le début du mois de janvier, mais il n'apparaît pas assuré que le président Obama réussira ou même voudra faire adopter le TPA avant les élections de l'automne prochain.

## Contenu

|   |   |
|---|---|
| Réponses de la Commission européenne aux résistances sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) .....  | 2 |
| Le président Obama demande au Congrès de renouveler le <i>Trade Promotion Authority</i> dans son discours sur l'état de l'Union ..... | 4 |
| Fuite d'un nouveau chapitre du texte de négociation du Partenariat transpacifique (TPP).....  | 6 |
| Études économiques et articles connexes ce mois-ci .....  | 7 |

## Réponses de la Commission européenne aux résistances sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)

Le mois de janvier a été marqué par deux décisions de la Commission européenne visant à répondre aux critiques concernant l'inclusion dans l'éventuel accord de règles protégeant les investisseurs et celles visant le manque de transparence du processus de négociations. La Commission européenne a suspendu le 21 janvier dernier les discussions avec les États-Unis sur le chapitre touchant la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends entre les investisseurs et les États afin de lancer une consultation publique qui durera trois mois.

Inquiet du pouvoir des organisations non gouvernementales (ONG) européennes qui ont réussi à torpiller l'*Anti-Counterfeiting Trade Agreement* (ACTA) en 2012, le commissaire européen du Commerce, Karel de Gucht, a fait part de ses préoccupations aux ministres du Commerce des états membres de l'Union européenne (UE). De Gucht se dit soucieux du « ton négatif » des ONG et de certains membres des parlements européens.

De Gucht explique qu'il est inquiétant de voir que l'incompréhension face aux objectifs des politiques d'investissements européennes peut remettre en question la capacité de régler de sérieux problèmes. Il est important selon lui de tenir le débat sur la base des faits. Ainsi, le texte du TTIP proposé pour la partie sur les investissements sera rendu public en mars prochain et s'ensuivra une consultation publique de trois mois.

*« Je sais que certaines personnes en Europe ont de véritables préoccupations face à cette partie de l'entente avec les États-Unis. Je veux les entendre. J'ai le mandat des membres de l'UE de réparer les problèmes qui existent dans les accords actuels d'investissements et je suis déterminé à mettre en place un système de protection des investissements plus transparent et impartial et à mettre fin aux échappatoires légales une fois pour toutes. »*

*Karel de Gucht, rapporté par Bloomberg, 21 janvier 2014*

Le bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) s'est prononcé en faveur d'une telle consultation. Les opposants au mécanisme de règlement des différends se disent plus ou moins satisfaits de cette consultation et maintiennent que les règles de protection des investisseurs devraient être exclues de l'accord commercial.

Le litige touche l'introduction dans l'accord du pouvoir pour les entreprises d'avoir recours à un mécanisme de règlement des différends lorsqu'un État poursuit des politiques qui nuisent à leurs intérêts commerciaux. Selon ses opposants, ce pouvoir remet en question le droit souverain des États.

Par ailleurs, la Commission européenne a décidé de mettre en place un comité consultatif formé de gens d'affaires et de membres de la société civile pour lui donner conseil et expertise dans les négociations du TTIP. Cette annonce fait suite aux critiques pressantes sur l'opacité du processus de négociation. Formé de quatorze membres représentant divers horizons (environnement, santé publique, droit du travail, protection des consommateurs, agriculture, affaires, secteur des services), le comité aura un rôle consultatif. Il sera dirigé par le négociateur en chef de l'UE, Ignacio Garcia Bercero.

Les membres auront ainsi accès aux informations détaillées sur l'évolution des négociations et, pour la première fois, pourront également consulter confidentiellement les textes des négociations.

*« Je ne peux pas assez insister sur le fait que nos efforts actuels d'ouverture sont sans précédent dans des négociations commerciales de l'UE. Je reconnais cependant qu'il ne s'agit pas d'une ouverture complète, ce qui peut en décevoir certains. Mais l'ouverture complète n'est ni possible, ni désirable. »*

*Karel de Gucht. 21 janvier 2014. The Transatlantic Trade and Investment Partnership: Where do we stand on the hottest topics in the current debate? Lecture and discussions at Atlantikbrücke, Düsseldorf.*

Le comité tiendra une première séance de travail le 25 février prochain. Les critiques du processus de négociation soutiennent que ce comité ne remplacera pas une nécessaire ouverture aux élus et au public. Karel de Gucht croit qu'une telle ouverture n'est pas possible.

Les négociations du TTIP, amorcées en juillet 2013, visent la libéralisation du commerce et des

investissements entre l'Europe et les États-Unis. La troisième ronde de négociations a eu lieu à Washington en décembre 2013 et la prochaine ronde se tiendra à Bruxelles du 10 au 14 mars 2014.

#### **Sources :**

Kirwin, Joe. 21 janvier 2014. EU Suspends TTIP Investor Protection Talks To Consult With Public in Face of Criticism. Bloomberg.

Disponible à (abonnement) :

[http://news.bna.com/itln/display/alpha.adp?mode=topics&letter=T&frag\\_id=40177826&item=5240&prod=itln](http://news.bna.com/itln/display/alpha.adp?mode=topics&letter=T&frag_id=40177826&item=5240&prod=itln)

Kirwin, Joe. 23 janvier 2014. EU Plans New TTIP Advisory : Group to Head Off Transparency Critics.

Bloomberg. Disponible à (abonnement) :

[http://news.bna.com/itln/display/alpha.adp?mode=topics&letter=F&frag\\_id=40635755&item=2991&prod=itln](http://news.bna.com/itln/display/alpha.adp?mode=topics&letter=F&frag_id=40635755&item=2991&prod=itln)

Commission européenne. 27 janvier 2014. *Expert group to advise European Commission on EU-US trade talks.*

Disponible à : <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1019>

Commission européenne. 28 janvier 2014. *EU-US Trade Talks: EU and US announce 4th round of TTIP negotiations in March; Stocktaking meeting in Washington D.C. to precede next set of talks.*

Disponible à : <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1020>

Karel de Gucht. 21 janvier 2014. *The Transatlantic Trade and Investment Partnership: Where do we stand on the hottest topics in the current debate?* Lecture and discussions at Atlantikbrücke, Düsseldorf.

Disponible à : [http://europa.eu/rapid/press-release\\_SPEECH-14-52\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-14-52_en.htm)

## Le président Obama demande au Congrès de renouveler le *Trade Promotion Authority* dans son discours sur l'état de l'Union

Selon Barack Obama, le renouvellement du *Trade Promotion Authority* (TPA) faciliterait la conclusion des accords commerciaux en cours de négociation avec l'Europe et les pays du Pacifique.

Le TPA est une procédure législative accélérée (fast track) du Congrès américain dont le principe a été adopté une première fois en 1974. Elle définit le mandat, les objectifs et les priorités des États-Unis dans ses négociations commerciales internationales, établit les obligations de consultation et d'avis qui doivent être suivies par le président dans le processus de négociation et impose un délai au Congrès pour l'étude des accords commerciaux. À la fin du processus de négociation et de consultation, le Congrès approuve ou non l'accord, sans possibilité de l'amender. On le qualifie de « fast-track » dans la mesure où il permet au président de négocier des accords commerciaux avec moins d'interférences de la part du

*« Nous avons besoin d'outils comme le Bipartisan Trade Promotion Authority pour protéger nos travailleurs, protéger notre environnement et pour ouvrir de nouveaux marchés pour des produits étiquetés made in USA. »*

*Barack Obama, discours sur l'état de l'Union, 28 janvier 2014*

Congrès grâce à la procédure de ratification rapide. La possibilité pour le Congrès d'apporter des amendements aux accords pourrait en effet causer une reprise des négociations alors qu'elles sont conclues, ce qui fragiliserait la position des négociateurs américains tout au long du processus de négociation. Le Congrès peut toujours rejeter les accords, mais leur adoption ne peut être paralysée par quelques élus s'y opposant.

Le Congrès a renouvelé le « fast-track » pour la dernière fois en 2002 jusqu'en 2007. Obama n'a pas cherché à faire adopter une nouvelle loi depuis, mais l'éventualité de la conclusion d'accords avec l'Europe et les pays du Pacifique l'incitent maintenant à le faire. Dans ce débat, il fait cependant face aux membres de son propre parti. En effet, les élus démocrates sont traditionnellement moins favorables à la libéralisation des échanges.

Le président du comité des Finances du Sénat Max Baucus (D-MT), Orrin Hatch (R-Utah) et Dave Camp (R-MI) ont présenté en début d'année un projet de loi bipartisan sur le TPA, le *Bipartisan Congressional Trade Priorities Act of 2014*. Celui-ci propose de nouvelles dispositions sur la transparence et sur la consultation des élus au Congrès. Parmi le chapelet de mesures proposées par ce projet de loi, notons que le USTR, responsable des négociations, serait dans l'obligation de rencontrer tout membre du Congrès qui s'intéresse à l'évolution des négociations et de lui fournir à sa demande tout document classifié relatif à celles-ci. Également, des élus désignés par les présidents de la Chambre ou du Sénat pourraient assister aux séances de négociation.

Ces mesures ne semblent pas satisfaire plusieurs élus démocrates qui souhaitent une consultation plus large des membres du Congrès, améliorer leur accès et celui du public à l'information concernant les négociations et la mise en place de mécanismes effectifs pour s'assurer que les accords négociés atteignent les objectifs définis. Ils demandent également que soit renouvelé en parallèle le programme d'aide à l'ajustement commercial (*Trade Adjustment Assistance*), qui prévoit des compensations pour les travailleurs touchés par la concurrence étrangère et les délocalisations ainsi que des mesures plus larges pour contrer les effets néfastes de la libéralisation des échanges sur les industries manufacturières.

Harry Reid, leader de la majorité au Sénat, s'est prononcé contre l'adoption du projet de loi. Un des principaux promoteurs démocrates du projet, Max Baucus, vient d'être nommé ambassadeur des États-Unis en Chine et devrait laisser le mois prochain la barre du comité des Finances du Sénat à Ron Wyden, qui a signalé qu'il n'était pas en accord avec le projet de loi tel que rédigé. De plus, les Républicains demandent un appui significatif de la part des élus démocrates pour faire avancer le projet au Congrès.

Une intense campagne de lobbying est en cours de part et d'autre. Les préoccupations électorales étant constantes cette année, il apparaît comme incertain que les élus démocrates voudront aller de l'avant avec une mesure qui les divise, alors qu'elle unit les Républicains, d'autant plus que la majorité démocrate au Sénat pourrait être mise à mal par les élections de novembre prochain. Le poids politique que placera Obama sur ses collègues démocrates dépendra sans doute du degré d'avancement des négociations du TTIP et du TPP et de la possibilité d'en arriver à des ententes finales au cours des prochains mois.

Pour plus d'informations sur le projet de loi :

<http://www.finance.senate.gov/issue/?id=89321119-55D3-41A5-BA3C-498A0FF9D172>

**Sources :**

Obama, Barack. *Discours sur l'état de l'Union*. 28 janvier 2014

Disponible à :

<http://www.cnn.com/interactive/2014/01/politics/sotu-speech-transcript/index.html>

Flood, Brian. 16 janvier 2014. *Baucus, Hatch Push TPA Bill During Senate Finance Hearing*. Bloomberg. Disponible à (abonnement) :

[http://news.bna.com/itln/ITLNWB/split\\_display.adp?fedfid=40177778&vname=itrnotallis-sues&wsn=489947500&searchid=21967790&doctypeid=1&type=date&mode=doc&split=0&scm=ITLNWB&pg=0](http://news.bna.com/itln/ITLNWB/split_display.adp?fedfid=40177778&vname=itrnotallis-sues&wsn=489947500&searchid=21967790&doctypeid=1&type=date&mode=doc&split=0&scm=ITLNWB&pg=0)

Inside US Trade. 17 janvier, 24 janvier et 31 janvier 2014

Politi, James et Shawn Donnan. 30 janvier 2014. *Top Democrat puts Obama trade deals in doubt*. Financial Times. Disponible à :

<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/bf61f75a-88a1-11e3-bb5f-00144feab7de.html#axzz2rzMQV9i1>

USTR. 2014. *Trade Promotion Authority*

Disponible à : <http://www.ustr.gov/trade-topics/trade-promotion-authority>

## Fuite d'un nouveau chapitre du texte de négociation du Partenariat transpacifique (TPP)

Wikileaks a rendu public le 15 janvier dernier le chapitre concernant l'environnement du texte de négociation du TPP. Le texte préparé par le Canada, qui préside le groupe de négociation sur l'environnement, n'a pas été adopté par les Parties, mais représente plutôt une étape dans les négociations. Il révèle que les États-Unis continuent d'être isolés sur la question d'un tribunal de règlement des différends. Le document canadien propose en effet un mécanisme de consultation suivi d'un tribunal arbitral qui émettrait des avis, sans outil pour en assurer l'exécution. Le texte propose également que les Parties « affirment leur engagement à appliquer les accords internationaux liés à l'environnement qu'ils ont signés » ainsi que la création d'un processus de coopération pour aider les Parties qui ne remplissent pas leurs obligations relatives à ces accords.

Les demandes américaines d'incorporer à l'accord un véritable mécanisme de règlement des différends environnementaux ainsi que les engagements pris dans d'autres accords internationaux reflètent le compromis négocié en 2007 entre l'administration Bush et les élus démocrates.

« *Si le chapitre sur l'environnement est tel qu'écrit dans le texte rendu public, le bilan environnemental lié au commerce du président Obama serait pire que celui du président Bush* ».

*Michael Brune, directeur exécutif du Sierra Club, 15 janvier 2014*

Trois groupes environnementaux américains, le Sierra Club, le World Wildlife Fund et le National Resources Defense Council, ont vivement réagi au texte rendu public et estiment que son contenu remet en question le compromis de 2007.

Le président Obama a prévu une visite en Asie au mois d'avril. Les ambassadeurs du Japon et du Vietnam à Washington ont indiqué que cette visite pourrait marquer un moment décisif dans la conclusion des négociations du TPP, qu'une annonce importante pourrait être faite à cette occasion. L'ambassadeur japonais a également souligné que les négociations en étaient aux derniers points d'achoppement, souvent les plus importants. Il soutient que l'adoption du *Trade Promotion Authority* (TPA) par le Congrès constitue une étape importante pour en arriver à la finalisation des négociations. La possibilité d'une remise en question par le Congrès de l'équilibre trouvé lors des négociations fait en sorte que les États craignent de faire maintenant les compromis les plus coûteux qui permettraient la conclusion rapide de l'accord.

Pour plus d'informations sur le document rendu public :

<http://wikileaks.org/tpp-enviro/>

**Source :**

Inside US Trade. 17 janvier 2014

## Études économiques et articles connexes ce mois-ci

Alden Edward et Bernard L. Schwartz. *With TPP and TTIP, United States and EU Reassert Control Over Rules of Global Trade*. World Politics Review, 19 décembre 2013. En ligne :

<http://www.worldpoliticsreview.com/articles/13454/with-tpp-and-ttip-u-s-and-eu-reassert-control-over-rules-of-global-trade>

Cooper, William H. *International Trade and Finance : Key Policy Issues for the 113th Congress, Second Session*. Congressional Research Service, 23 janvier 2014. En ligne :

<http://fpc.state.gov/documents/organization/221257.pdf>

Cooper, William H. *Trade Promotion Authority (TPA) and the Role of Congress in Trade Policy*. Congressional Research Service, 13 janvier 2014. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/221269.pdf>

Guevara, Marina Walker, Gerard Ryle, Alexa Olesen, Mar Cabra, Michael Hudson, et Christoph Giesen. *International Consortium of Investigative Journalists: Leaked Records Reveal Offshore Holdings of China's Elite*. 21 janvier 2014. En ligne : <http://www.icij.org/offshore/leaked-records-reveal-offshore-holdings-chinas-elite>

Kerry, John F. *Secretary Kerry's Remarks at the World Economic Forum*. 24 janvier 2014, World Economic Forum. En ligne : <http://www.cfr.org/united-states/secretary-kerrys-remarks-world-economic-forum/p32279>

Lawrence, Robert Z. *Implications of Reduced Oil Imports for the U.S. Trade Deficit*. Council on Foreign Relations, 27 janvier 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/united-states/implications-reduced-oil-imports-us-trade-deficit/p32245>

Lew, Jacob J. *Economic Policy After the Omnibus*. Wall Street Journal, 15 janvier 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/economics/economic-policy-after-omnibus/p32225>

Rachman, Gideon. *Growth and Globalisation Cannot Cure All the World's Ills*. Financial Times, 27 janvier 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/economics/ft-growth-globalisation-cannot-cure-all-worlds-ills/p32293>



## Direction

**Christian Deblock**, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

## Rédaction

**Guy-Philippe Wells** adjoint de recherche au CEIM.

## Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

## Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

### Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est  
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560  
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

### Adresse postale :

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

Site web : [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)

